

11 mars 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Inauguration du futur siège unique de la DGSJ.

Monsieur le garde des Sceaux, Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Messieurs les préfets, Mesdames, Messieurs les élus, Monsieur le maire de Saint-Ouen, Monsieur le secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, Madame la Directrice générale, Monsieur le directeur, Messieurs les présidents, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, chers amis,

Je suis très heureux d'être parmi vous dans ce moment ô combien symbolique. À plus d'un titre, nous allons dans un instant, tous ensemble, poser cette première pierre et ouvrir une nouvelle étape de ce chantier historique pour la DGSJ. Nous le faisons un jour singulier. J'étais il y a quelques heures, aux côtés de la préfète de région qui naguère était ici, mais surtout aux côtés de toutes les associations et des victimes du terrorisme. Oui, ce jour du 11 mars est devenu pour nous Européens, ce jour où nous pensons à toutes les victimes du terrorisme à travers le continent, que je retrouve pour, en quelque sorte, continuer de bâtir l'avenir et le combat de chaque jour que vous conduisez.

En effet, ce matin, à Strasbourg, dans cette ville qui avait été attaquée, nous nous en souvenons en décembre 2018, nous avons autour de nous des centaines de survivants de toute l'Europe, des témoins, des proches dont la vie, un jour comme les autres, avait basculé, comme nous l'avons connu il y a quelques jours encore à Mulhouse. Combien auraient-ils été assis face à moi, le visage ravagé si vous n'étiez pas là ? Vous tous, élus, préfets, militaires, forces de l'ordre, forces de la loi, affrontant les fatigues, les risques, les dangers pour le bien commun. Mais votre particularité en tant qu'agent de la DGSJ que vous partagez avec vos homologues et amis, agents de la DGSE, est de mener ce combat de manière souterraine, de mener ce combat aux côtés de l'ensemble des forces de sécurité intérieure, aux côtés de nos forces armées, avec nos magistrats, mais de le faire, en effet, d'une manière singulière qui vous empêche de le partager au quotidien, qui vous empêche de dire parfois vos doutes, vos victoires aussi, et qui est au cœur de la mission qui est la vôtre.

Mais en venant ici en ce jour avec les ministres, c'est une manière de vous dire que nous savons ce que nous vous devons, et je le dis avec beaucoup de force et de confiance, Madame la Directrice générale. La France le sait et je le sais ô combien. Elle sait que les 9 attentats déjoués en 2024 sont à mettre à l'actif de votre travail avec l'ensemble de vos homologues, avec ce que font les préfets sur le terrain et l'ensemble des équipes et avec nos magistrats. Je sais aussi combien votre travail de chaque jour est aussi celui qui a permis — et l'ancien directeur général, maintenant devenu préfet de police, le sait et y a largement contribué — combien l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, puis la réouverture de Notre-Dame, ont été permises grâce à cette mobilisation de chaque instant. Nous nous tenons à vos côtés par tous les moyens, et ces chantiers en sont le signe, si je puis dire, le garant et la promesse.

Je dis ces chantiers, et nous l'évoquons avec le ministre de l'Intérieur, car en effet, à côté de ce chantier, il y a celui de Saint-Denis et les effectifs du ministère qui seront ainsi transférés. Et puis, à côté de ce chantier, Monsieur le DGSE, il y a celui de Vincennes, et en effet, les décisions prises durant mon premier mandat ont conduit à un nouveau site pour la DGSJ à Saint-Ouen et un nouveau site pour la DGSE à Vincennes. Et ces deux grandes décisions vont permettre de profondément transformer ces deux grandes organisations.

En 10 ans d'existence, la DGSi n'avait toujours pas reçu de cadre à la hauteur de ses missions, et en particulier celle de fer de lance de la lutte antiterroriste. Nous l'évoquons avec Madame la Directrice générale, sept sites aujourd'hui, et je sais toutes les difficultés que cela emporte. Il a fallu trouver une solution pour remplacer les multiples bâtiments, parfois vieillissants, souvent surpeuplés, entre lesquels vos équipes étaient dispersées. Nous avons cherché ensemble depuis 2017, avec Bercy et Beauvau, et je veux remercier, Monsieur le ministre, vos deux prédécesseurs ici présents, et j'ai une pensée pour Gérard Collomb en cet instant. Rechercher donc avec vous tous l'endroit qui pouvait correspondre à vos besoins. Et nous l'avons trouvé ici, Monsieur le Maire, dans votre commune, une fois encore, oserais-je dire, au cœur d'un territoire en pleine transformation, sur le site des anciennes presses du Parisien, agrandi d'un terrain des entreprises Bacardi-Martini, dans un site qui a été profondément transformé ces dernières années par l'héritage de nos Jeux olympiques et paralympiques, par aussi tout le travail du Grand Paris et Pleyel, où nous étions il y a quelques mois pour, là aussi, transformer la vie, nous l'évoquons avec vous, Monsieur le Maire, avec vous, Madame la Maire, la vie, en effet, de tous les Franciliens qui habitent ici même.

Je veux, ici, saluer le travail remarquable qui a été mené par l'équipe de la direction de projet du site unique, mise en place en 2020, sous la houlette de Monsieur PARDINI, de l'ensemble des directions du ministère de l'Intérieur. Et je vous remercie tout particulièrement, Monsieur le secrétaire général, pour votre mobilisation constante. Que l'ensemble des directions compétentes, des personnels du ministère mobilisés sous l'autorité du ministre, ses prédécesseurs, et sous votre houlette soient ici pleinement remerciés. Je veux aussi remercier les équipes de Bercy, notamment la direction du budget et la direction de l'Immobilier de l'État, qui ont su valoriser une méthodologie, une rigueur, une vision stratégique adaptée à des enjeux majeurs. La qualité, en effet, des relations entre les ministères a été et demeure un élément clé. Puis, je veux ici saluer aussi la qualité des relations nouées avec les collectivités territoriales et l'ensemble des élus, qui est essentielle, elle l'a été pour les grands projets que nous avons eus à conduire ici, et elle continuera de l'être. Et je remercie les élus, services de toutes les collectivités concernées, tout particulièrement, évidemment, le maire de Saint-Ouen, d'une part, Monsieur le président de Plaine Commune, aussi maire de Saint-Denis, d'autre part, et l'ensemble des parlementaires qui, je le sais, continueront à veiller à ce projet, et, Monsieur le préfet de région qui, sur le terrain, veille à la conduite de ces opérations. Avec une partie importante de l'administration du ministère de l'Intérieur implantée au cœur de la SAC, Village Olympique et Paralympique, à quelques minutes d'ici, vous serez, en effet, à terme plus de 6 000 agents du ministère de l'Intérieur qui travailleront et vivront au quotidien sur ce territoire, participants à une dynamique de transformation urbaine, comme on en a peu d'exemples ces dernières années. Et c'est le choix qui a été assumé.

Monsieur le garde des Sceaux, vous étiez alors dans d'autres fonctions, et vous avez aussi porté, comme votre prédécesseur, ce choix, et soyez-en remercié l'un et l'autre. Madame la directrice générale, vous avez placé le site unique au cœur de votre plan stratégique et des enjeux de transformation interne pour faire face à des menaces protéiformes, mouvantes et toujours renouvelées. Et vous venez, à l'instant, de nous le rappeler, ce projet est évidemment un projet de transformation et un projet bâtiminaire, mais c'est aussi un projet d'organisation de votre direction et de transformation des pratiques. Je salue le travail que vous menez main dans la main avec la mission Site unique et la maîtrise d'ouvrage élargie, les prestataires, conseils et experts, tous ceux qui œuvrent pour la sécurité du projet dans cette base vie et ailleurs.

Ce chantier n'est pas ordinaire. Le préfet et ses équipes, notamment les services de la DRIEAT ont accompagné avec efficacité cette opération sensible pour la sécurité nationale avec ses enjeux de protection. Et je mesure quel investissement cela demande aussi de la part du groupement porté par Eiffage Construction, bénéficiaire du marché, des architectes, des ingénieurs et de tous les métiers impliqués. Je veux les remercier pour la présentation qu'ils viennent de nous faire, remercier l'ensemble de leurs équipes et je sais pouvoir compter sur vous sur les quatre années qu'il y a devant nous jusqu'à 2029.

2029 est encore loin, mais c'est aujourd'hui que se joue une bonne partie de la réussite de ce projet et je vous sais pleinement mobilisé. C'est un défi multiple, c'est d'abord un défi humain, c'est peut-être le plus important, à la croisée de tant d'intelligence et de tant d'engagement. C'est aussi une prouesse technique, livrer un projet conforme au programme, au cadre budgétaire, au calendrier prévisionnel fixé par l'État à cette opération. Et dans la période que nous connaissons, nous savons ce que représente cet investissement. 1 milliard 200 millions d'euros de la part de l'État, 2,6 milliards si on ajoute le projet de Vincennes, ce qui veut dire que pour la transformation de nos grands sites, pour les deux grandes directions générales, c'est un investissement inédit de la Nation qui sera porté, inédit, historique, qui montre aussi la transformation de la DGSi et de la DGSE, de la réorganisation indispensable portée par le ministère de l'Intérieur, les Armées et le ministère des Affaires étrangères sur ces deux grands sites.

Et puis le troisième défi, c'est aussi celui du temps long, bien au-delà de 2029. Les futurs occupants de ce site devront s'y sentir bien, concentrés, motivés, pouvoir répondre aux défis d'alors et réussir à construire toutes les synergies entre des profils de plus en plus variés, vous en êtes l'incarnation aujourd'hui, réussir à continuer d'attirer les talents avec des ressources de plus en plus diverses qu'il nous faut rassembler pour renseigner, prévenir, débusquer la menace. Et donc il nous faudra continuer d'être attractif, de garder les meilleurs talents, de savoir marier les générations, les métiers, et de le faire au service de la protection et de la sécurité des Français. La sécurité des Français, oui, est notre priorité absolue. Et je voudrais terminer mon propos en ayant quelques mots sur votre mission et tout ce qui a été fait ces dernières années, et que vous portez, que vous incarnez.

La sécurité des Français est la priorité absolue du Gouvernement, elle est la mienne, avec la conscience de son urgence qui a guidé notre action depuis 2017. Et en quelque sorte, ce chantier, mais votre action au quotidien, en est la conséquence. Avec la loi de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme comme fondement, nous avons su intégrer dans le droit commun des mesures issues de l'état d'urgence de 2015, et qui sont utilisées en permanence par l'ensemble d'entre vous. Que n'avons-nous entendu à l'époque ? C'était impossible, nous étions liberticides. Je crois qu'on peut dire avec le recul que, oui, nous avons fait rentrer une adaptation de ce qu'est le fonctionnement de la République au temps du terrorisme. Nous avons fait rentrer des dispositions, les visites domiciliaires, les fameuses MICAS, facilitant la surveillance des individus dangereux, donnant la possibilité par décision administrative d'imposer un pointage régulier, de leur interdire de fréquenter certaines zones. Ces dispositions, vous les avez utilisées ces dernières années, elles ont permis de déjouer des attentats, de protéger, et elles ont été pleinement utilisées pour les Jeux olympiques et paralympiques que j'évoquais, et ce qui d'ailleurs fait que nous n'avons pas eu, au-delà des expérimentations sur vidéosurveillance, d'autres dispositions législatives spécifiques à prendre.

Les lois de 2017 étaient encore valides. L'application de la loi relative à la sécurité publique de 2017 a instauré un mécanisme inédit de communication officielle des actes judiciaires aussi, au service de renseignement. Et donc, nous avons réorganisé, nous avons mis dans notre Constitution, notre État de droit, les dispositions qui permettent de faire face au terrorisme sous toutes ses formes, et tout particulièrement au terrorisme islamiste qui nous avait durement frappés. Nous avons aussi réorganisé à l'échelle nationale la coordination, en créant la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme. C'est le coordinateur qui a permis de refonder le pilotage stratégique de nos services, entraînant une montée en puissance de leur efficacité, avec cinquante-quatre attentats déjoués ces huit dernières années par vous-même et par l'ensemble de vos homologues, les douze services de renseignements qui forment cette communauté pleinement intégrée, qui multiplie les synergies, la collaboration et le dialogue permanent. Nous avons œuvré à la sécurité des Français en aval, au quotidien, avec la création de 10 000 postes de policiers et de gendarmes. Et les dernières annonces faites il y a dix-huit mois par le garde des Sceaux, à l'époque ministre de l'Intérieur, et ce que vous déclinez aujourd'hui, Monsieur le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, à travers en particulier nos nouvelles brigades et le déploiement de ces effectifs. Mais nous ne cessons, au-delà de ça, de travailler aussi en amont.

Nous traquons les racines de la radicalisation, avec là aussi des avancées fondamentales que vous avez collectivement portées. Dès 2019 était lancé à Paris, à l'Élysée, l'appel international de Christchurch pour lutter contre les contenus terroristes en ligne, qui a permis d'obtenir cette fameuse heure dorée dans laquelle les plateformes retirent maintenant les contenus. 2022 a vu la création d'un réseau national de conférenciers spécialisés dans la lutte contre la radicalisation, répartis sur le territoire métropolitain pour former les services de l'État et la création, la même année, d'une cellule nationale d'analyse psychopathologique pour mieux détecter et prendre en charge des individus radicalisés. Et puis, pour compléter ce dispositif, la prévention, le renseignement, l'aval, nous avons créé en 2019 le parquet national antiterrorisme, qui a été la pierre de touche du dispositif antiterroriste, qui a permis justement de tirer les conséquences, malheureusement, des années précédentes, et de préparer tout particulièrement les grands procès des attentats de 2015 et 2016, et de continuer le travail ô combien important, et je veux ici remercier l'ensemble de nos magistrats pour cette mobilisation. Et puis, l'organisation jumelle de tout cela, c'est tout le travail qui a été fait avec la DGSE et nos services, car la prévention des attentats passe aussi par les opérations de nos armées, celles que nous avons assumées au Sahel comme au Levant, dont nous avons fortement augmenté le budget, vous le savez, à travers les deux lois de programmation militaire, nous aurons doublé le budget de nos armées, n'attendant pas le réveil stratégique de 2022. Et nous avons eu raison de le faire, car ce réinvestissement dans la DGSE, dans nos forces armées, est aussi celui qui a permis de déjouer des forces terroristes qui, parfois, avaient organisé des attentats projetés. Je pense aux attentats, malheureusement, de 2015, qui avaient été fomentés à Raqqa.

Notre coopération avec les services de renseignement étrangers s'est aussi montrée, de manière croissante, plus étroite et efficace. En 2017, la coopération européenne au sein du groupe antiterroriste s'est intensifiée avec la création d'une plateforme informelle d'échanges interservices, que le coordinateur fait vivre au quotidien avec ses homologues du reste de l'Europe. Durant toute cette période, la DGSI s'est vu confier la mission de chef de file de la lutte antiterroriste nationale, coordonnant évidemment tout votre travail, mais celui des onze autres services de renseignement et de cette communauté, mais aussi tout le travail conduit sur le terrain par nos préfets, de GED en GED, de réunion et de travail au quotidien avec l'ensemble de leurs services. Dès juillet 2019, nous avons élaboré une doctrine de lutte antiterroriste qui précise la répartition des missions entre les différents services de renseignement. Nous aurons augmenté de 34 % les moyens humains de la DGSI depuis 2017. Nous aurons doublé ces moyens budgétaires en investissements comme en fonctionnement, jusqu'à atteindre plus de 100 millions d'euros par an. Nous augmentons dans les mêmes proportions les moyens humains de la DGSE, car sécurité intérieure et sécurité extérieure sont liées. Depuis 2017, son budget a augmenté d'un tiers avec des investissements stratégiques dans les domaines cyber, et d'intelligence artificielle, augmentant ses moyens d'action dans tous les champs.

Aussi, le recrutement est crucial. Il l'a été ces dernières années et il continue de l'être. C'est pourquoi vous êtes si important et qu'au-delà de ce bâtiment, la clé est de continuer à recruter les meilleurs pour déceler, déjouer, éviter le pire en amont, pour prendre en charge aussi les quatre cents détenus incarcérés pour terrorisme islamiste durant et après la détention, pour perfectionner nos forces de contre-ingérence et de contre-espionnage quand la scène internationale bascule dans l'incertitude. Et nous voyons combien aussi le combat qui est le vôtre, sur lequel vous êtes fer de lance, est jumeau de ce que l'actualité nous impose. Ce dispositif unique et ce réinvestissement, est un travail inédit des dernières années que vous avez porté. C'est aussi celui qui nous inspire dans la lutte contre la criminalité organisée. Et je remercie le garde des Sceaux et le ministre de l'Intérieur qui sont en train de bâtir un texte et une organisation qui, par bien des aspects, ressemblera à ce que nous avons fait pour lutter contre le terrorisme dans la spécialisation d'un parquet, dans la capacité à dédier des services et à réinvestir très fortement en centrale et partout sur le territoire, un réseau de professionnels.

Alors, je veux vous le dire, Madame la Directrice générale, à vous, à vos agents, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, vous avez la confiance de la Nation, et ma confiance. La France investit massivement pour vous, pour vous mettre dans la meilleure des situations, pour nous protéger, parce que nous savons qu'avec vous, nous avons les meilleurs professionnels, les plus engagés, et ce qui nous ont permis d'avoir les résultats que j'évoquais tout à l'heure. Alors soyez fiers de ce que vous faites. Une Nation choisit toujours ses priorités, et la sécurité et la défense en sont qui s'imposent aujourd'hui à l'évidence. J'entendais dans les débats ces derniers jours des gens qui, en quelque sorte, remettaient en cause la menace géopolitique. Le président de la République inventerait la menace russe. La vraie menace, c'est le terrorisme. Parfois, ils ont d'autres obsessions même. Mais on n'a pas attendu de lutter contre la menace terroriste. Vous en êtes l'incarnation et les chiffres que je viens de rappeler en sont la preuve. Ces gens-là n'ont pas suivi l'actualité manifestement. Une grande nation, elle n'a pas à choisir, elle a à répondre. Et elle n'a pas décider de lutter contre les menaces géopolitiques qui s'imposent à elle ou contre les menaces sur son sol projetées par les terroristes. Elle a à faire les deux en même temps. C'est ce que nous faisons. Par un investissement inédit que nous assumons, par la confiance aussi que nous avons en vous, dans la DGSE, dans nos armées.

Alors, à l'heure où l'équilibre du monde se reconfigure, où ceux qu'on croyait acquis s'éloignent et où ceux qui paraissaient exclus se rapprochent, il nous faut, en effet, défendre ces valeurs indéfectibles de notre République parce que nous n'avons aucunement envie de subir. Nous voulons choisir le destin qui est le nôtre. Et pour cela, pour que la France ait pleinement sa place, il faut ce droit en quelque sorte à la vie tranquille, ce qui fait l'engagement de l'ensemble de nos forces de sécurité intérieure, de nos forces armées, de nos magistrats et de l'ensemble de nos services de renseignement.

Voilà pourquoi nous sommes là aujourd'hui, en ce 11 mars. Et voilà pourquoi je veux ici vous redire la très grande fierté d'être à vos côtés pour ce moment si symbolique, mais à travers lui vous dire ma confiance, mon engagement et celui de la Nation tout entière. Courage à la DGSI et à l'ensemble de ses agents.

Vive la République et vive la France.